



Strasbourg, le 7 juillet 2021

CAHAI(2021)10

# **COMITÉ AD HOC SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (CAHAI)**

**5<sup>e</sup> réunion**

**Strasbourg, 5-7 juillet 2021**

**Réunion par visioconférence – Plateforme KUDO**

---

**RAPPORT DE RÉUNION ABRÉGÉ  
ET  
LISTE DES DÉCISIONS**

---

Établi par le Secrétariat du CAHAI

[www.coe.int/cahai](http://www.coe.int/cahai)

## I. Introduction

1. Le Comité ad hoc du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle (ci-après dénommé « CAHAI » ou « le Comité ») a tenu sa 5<sup>e</sup> réunion plénière en ligne du 5 au 7 juillet 2021, conformément à son mandat adopté par le Comité des Ministres le 11 septembre 2019.
2. Le président, M. Gregor Stojin (Slovénie), ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux participants.

## II. Liste des points abordés lors de la réunion et des décisions prises par le CAHAI

### Point 1 de l'ordre du jour. Ouverture de la réunion

3. M<sup>me</sup> Claudia Luciani, Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, et M. Jan Kleijssen, Directeur, Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Conseil de l'Europe, prononcent leur allocution d'ouverture.
4. Le Comité les remercie.

### Point 2 de l'ordre du jour. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

5. L'ordre du jour et l'ordre des travaux sont adoptés sans modification.

### Point 3 de l'ordre du jour. CAHAI-LFG : présentation du rapport d'activité

6. M<sup>me</sup> Peggy Valcke (Belgique) et M. Riccardo Villa (Italie), coprésidents du Groupe sur les cadres juridiques du CAHAI (CAHAI-LFG), présentent l'état d'avancement des travaux du CAHAI-LFG et sollicitent les conseils du CAHAI sur six questions abordées dans le rapport d'activité.
7. Le Comité prend note du rapport d'activité (doc. CAHAI(2021)08) et fournit des conseils sur les questions soulevées dans ce document :
  - a. **Double usage** : les délégations rappellent qu'en principe, les aspects militaires ne relèvent pas des compétences du Conseil de l'Europe. Certaines délégations considèrent que la question du double usage devrait être totalement exclue de la série d'éléments relatifs au champ d'application d'un éventuel instrument juridiquement contraignant, en raison, entre autres, de la difficulté à faire la distinction entre l'usage civil et l'usage militaire ; d'autres délégations soulignent la valeur ajoutée qu'apporterait néanmoins la prise en compte des usages civils et non militaires des applications à double usage dans le cadre de cet instrument, en particulier pour éviter qu'il ne soit contourné.
  - b. **Classification des risques** : toutes les délégations qui prennent la parole s'accordent à dire qu'il devrait exister des critères communs et clairs pour l'analyse d'impact des applications d'IA, l'accent devant être mis sur l'identification

des risques pour les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Cela étant, il est également noté que l'évaluation des risques devrait, en général, être réalisée de manière équilibrée, apportant à la fois certitude et nuance.

- c. **Conception et développement des systèmes d'IA et activités de recherche sur ces systèmes** : aucune majorité ne se dégage parmi les délégations qui prennent la parole quant à la manière d'aborder la réglementation de la recherche sur les systèmes d'IA à ce stade. Il est donc peut-être prudent de ne pas poursuivre cette réflexion dans le cadre d'un éventuel instrument transversal juridiquement contraignant ; cela étant, cet aspect pourrait faire l'objet d'un instrument (sectoriel) juridiquement non contraignant à l'avenir.
- d. **Responsabilité civile** : certaines délégations qui prennent la parole voient plutôt la responsabilité civile comme une question de droit interne. D'autres délégations considèrent en revanche qu'il est nécessaire de prévoir un cadre juridique commun en matière de responsabilité civile et que cela apporte une valeur ajoutée. Il est donc souhaitable que le CAHAI-LFG poursuive ses réflexions quant à la nécessité de règles juridiques internationales propres à l'IA en matière de responsabilité civile.
- e. **Démocratie** : certaines délégations considèrent qu'il est pertinent de mettre l'accent sur certains éléments clés de la démocratie tels que les droits de l'homme, tandis que d'autres soulignent qu'il importe de prendre aussi en compte les aspects relatifs au bon fonctionnement des institutions et processus démocratiques.
- f. **Exigences spécifiques concernant la conception, le développement et l'utilisation de l'IA dans l'« administration »** : il ressort des remarques des délégations qui se sont exprimées qu'aux fins de l'élaboration d'un instrument transversal juridiquement contraignant, il est préférable d'adopter une démarche transversale, générale et moins détaillée. Les détails concernant les divers domaines de l'« administration » pourront être traités dans de futurs instruments sectoriels verticaux.

#### **Point 4 de l'ordre du jour. Consultation multipartite du CAHAI**

- 8. M. Andrey Neznamov (Fédération de Russie), chef du Groupe de consultation et de sensibilisation (CAHAI-COG), présente l'analyse de la consultation multipartite (doc. CAHAI(2021)07) ainsi que ses principaux résultats.
- 9. Le Comité prend note de l'analyse et demande au CAHAI-LFG et au CAHAI-PDG de prendre en compte les résultats de la consultation multipartite dans leurs travaux respectifs. Une délégation en particulier demande que les réponses soient envisagées de manière nuancée.

### **Point 5 de l'ordre du jour. CAHAI-PDG : présentation du rapport d'activité**

10. M. Zoltán Turbék (Hongrie), coprésident du Groupe d'élaboration des politiques du CAHAI (CAHAI-PDG), présente l'état d'avancement des travaux du CAHAI-PDG et sollicite les conseils du CAHAI sur les questions abordées dans le rapport d'activité (doc. CAHAI(2021)09).
11. Le Comité prend note de la présentation du rapport d'activité et fournit des conseils sur les principales questions soulevées dans ce document :
  - a. En ce qui concerne le document décrivant un modèle d'analyse d'impact sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit (AIDHDE) pour l'IA, bien qu'il soit précisé que ce document sera révisé par le CAHAI-PDG en prévision de sa 6<sup>e</sup> réunion, en octobre, la plupart des délégations se déclarent favorables à la démarche adoptée dans ce document. Il est important de développer des synergies avec les travaux menés dans d'autres forums tels que l'OCDE s'agissant des caractéristiques inhérentes aux systèmes d'IA et d'adopter une approche plus vaste, qui ne se limite pas aux indicateurs indirects pour évaluer l'impact éventuel sur la démocratie et l'état de droit. Une délégation signale qu'il importe de commencer l'analyse d'impact par une identification des risques induits par les systèmes d'IA pour que l'analyse puisse, de par sa conception, anticiper et cerner tous les impacts potentiels sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit qui résultent des risques propres à l'IA. En outre, d'autres délégations soulignent l'importance d'aboutir à un modèle d'analyse plus opérationnel. Certaines délégations déclarent qu'il est important d'aborder également les avantages de l'utilisation de l'IA. Tout en soulignant que l'AIDHDE a pour objet d'analyser les risques potentiels pour les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit et non le ratio coût-bénéfice, il est considéré que le processus pourrait aussi prendre en compte ces avantages. Cela dit, la plupart des délégations estiment qu'il est nécessaire de mettre l'accent sur les risques afin d'offrir un outil fonctionnel et opérationnel. Enfin, les participants soulignent qu'il est important d'entretenir une coordination étroite avec le CAHAI-LFG. Une délégation souligne qu'il faut éviter les considérations géopolitiques susceptibles de politiser l'analyse d'impact de l'IA et faire porter la réglementation de l'IA en priorité sur les droits de l'homme existants tout en suivant une démarche fondée sur les risques, en évaluant tous les facteurs pertinents et en trouvant le juste équilibre entre tous les intérêts légitimes. De plus, cette même délégation s'oppose au fait que le rapport fasse référence aux systèmes d'armement et conteste la façon d'envisager la reconnaissance faciale, qu'elle juge partielle.
  - b. En ce qui concerne l'IA dans le secteur public, les délégations sont toutes favorables à l'approche adoptée dans le document, laquelle fera également l'objet d'un échange de vues à la prochaine réunion du CAHAI-PDG.

### **Point 6 de l'ordre du jour. Coopération avec d'autres organisations internationales**

12. Le CAHAI remercie les représentants de la Commission européenne, de l'Agence des droits fondamentaux, de l'UNESCO, du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour les technologies et de l'OCDE pour leur compte rendu sur l'évolution récente de leurs travaux liés à l'IA et souligne l'importance d'assurer une coordination et une complémentarité continues avec les initiatives entreprises.

**Point 7 de l'ordre du jour. Audition des candidats au statut d'observateur auprès du CAHAI**

13. Le Comité tient une audition des cinq organisations ayant demandé le statut d'observateur auprès du CAHAI. Il s'agit du groupe de travail sur l'IA de la commission de l'information et des technologies du barreau d'Istanbul ; de Global Partners Digital (GPD) ; de la Law Society of Ireland (Law Society) ; de VDE (Association des technologies électriques, électroniques et informatiques) ; et du Partenariat sur l'IA (PAI).
14. Le Comité décide, à l'unanimité, d'accepter ces cinq organisations au sein du CAHAI.
15. Le Comité charge le Secrétariat de notifier aux organisations le résultat du processus.

**Point 8. Adoption du rapport abrégé**

16. La CAHAI adopte le rapport abrégé et la liste des décisions.
17. Le Président remercie tous les participants pour leur participation active à la réunion et le Secrétariat pour son soutien dans l'organisation de la réunion.

**Point 9 de l'ordre du jour. Présentation par M<sup>me</sup> Marietje Schaake, Directrice de la politique internationale au Cyber Policy Center et chargée de la politique internationale à l'Institut pour l'intelligence artificielle centrée sur l'humain, Université de Stanford**

18. Le Comité prend note de la présentation de M<sup>me</sup> Marietje Schaake, Directrice de la politique internationale au Cyber Policy Center et chargée de la politique internationale à l'Institut pour l'intelligence artificielle centrée sur l'humain, Université de Stanford, et tient un échange de vues avec elle.

**Point 10 de l'ordre du jour. Présentation par M. Konstantinos Karachalios, Directeur général d'IEEE-Standards Association, sur le thème « Pour la défense de la démocratie et de l'État de droit à l'ère de l'intelligence artificielle »**

19. Le Comité prend note de la présentation de M. Konstantinos Karachalios, Directeur général d'IEEE-Standards Association, et tient un échange de vues avec lui.

**Point 11 de l'ordre du jour. Dates et lieu des prochaines réunions**

20. Le Comité prend note du document sur les jours des réunions prévues en 2021 (doc. CAHAI(2020)25rev6), qui précise les dates des réunions plénières du CAHAI, des réunions du Bureau et des réunions des groupes de travail pour 2021.
21. La prochaine réunion plénière se tiendra du 30 novembre au 2 décembre 2021, et la prochaine réunion du Bureau du 8 au 10 novembre (en ligne).

**Point 12 de l'ordre du jour. Toute autre question**

22. Le CAHAI prend note des informations fournies par le président concernant une conférence à venir sur le thème « Réglementation de l'intelligence artificielle – aspects liés à l'éthique et aux droits de l'homme », qui se tiendra le 20 juillet 2021 dans le cadre de la présidence slovène de l'Union européenne.
23. Le CAHAI prend également note des informations fournies par M. Zoltán Turbek, coprésident du CAHAI-PDG et membre du CAHAI au titre de la Hongrie, au sujet de l'organisation d'un événement en ligne, le 26 octobre 2021, sur la complémentarité des initiatives réglementaires concernant l'intelligence artificielle au niveau national et international.

**Clôture de la réunion**

## ANNEXE I – ORDRE DU JOUR ET ORDRE DES TRAVAUX

lundi, 5 juillet 2021		
Heure	Référence du document	Point de l'ordre du jour
9h30		<b>1. Ouverture de la réunion</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Gregor Strojín, Président du CAHAI</li> <li>• M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information - lutte contre la criminalité, Conseil de l'Europe</li> <li>• Mme Claudia Luciani, Directrice, Direction de la Dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Conseil de l'Europe</li> </ul>
10h00	CAHAI(2021)OJ2	<b>2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux</b>
10h15	<a href="#">CAHAI(2021)08</a> Rapport d'activité  <a href="#">CAHAI-LFG(2021)PV1</a>  <a href="#">CAHAI-LFG(2021)PV2</a>  <a href="#">CAHAI-LFG(2021)PV3</a>	<b>3. CAHAI-LFG : présentation du rapport d'activité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation par les coprésidents du rapport d'activité, suivie d'une discussion</li> </ul>
12h00		<b><i>Pause déjeuner [événement parallèle optionnel de 13h à 14h]</i></b>
14h30	<a href="#">CAHAI-COG(2021)PV1</a>  CAHAI(2021)06 <i>(uniquement en anglais)</i> <a href="#">Compilation des réponses à la consultation multipartite (A-E)</a>  <a href="#">Compilation des réponses à la consultation multipartite (F-M)</a>  <a href="#">Compilation des réponses à la consultation multipartite (N-Z)</a>  ATTENTION ! Veuillez noter que	<b>4. CAHAI consultation multipartite</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation du rapport sur la consultation multipartite par le président du CAHAI-COG</li> <li>• Discussion avec les membres, les observateurs et les participants du CAHAI, sur le rapport et les principaux points à retenir pour le travail du CAHAI-LFG</li> </ul>

	<p>chaque document de compilation compte plus de 500 pages</p> <p><a href="#">CAHAI(2021)07</a> Analyse de la consultation (uniquement en anglais)</p>	
17h00		<b>Clôture du premier jour</b>
<b>mardi, 6 juillet 2021</b>		
9h30	<p><a href="#">CAHAI(2021)09</a> Rapport d'activité <a href="#">CAHAI-PDG(2021)05</a></p> <p><a href="#">CAHAI-PDG(2021)06</a> <a href="#">CAHAI-PDG(2021)PV1</a></p> <p><a href="#">CAHAI-PDG(2021)PV2</a></p> <p><a href="#">CAHAI-PDG(2021)PV3</a></p>	<p><b>5. CAHAI-PDG</b> : présentation du rapport d'activité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation par les coprésidents du rapport d'activité, suivie d'une discussion</li> </ul>
11h30		<b>6. Coopération avec d'autres organisations internationales</b>
		6.1 Présentation des travaux en cours au sein de la Commission européenne
12h00		<b><i>Pause déjeuner</i></b>
14h30		<b>[Suite : 6. Coopération avec d'autres organisations internationales]</b>
		6.2 Présentation des travaux en cours au sein du FRA
		6.3 Présentation des travaux en cours au sein de l'UNESCO
		6.4 Feuille de route du Secrétaire général des Nations Unies pour la coopération numérique



		6.5 Présentation des travaux en cours au sein de l'OCDE
16h00		<b>7. Audition des candidats au statut d'observateur auprès du CAHAI (à huis clos ; uniquement pour les chefs de délégation)</b>
17h00		<b>Clôture de la deuxième journée</b>
<b>mercredi 7 juillet 2021</b>		
10h00		<b>8. Adoption du rapport abrégé</b>
12h00		<i>Pause déjeuner</i>
14h30		<b>9. Présentation par Mme Marietje Schaake, Directrice de la politique internationale au « Cyber Policy Center » de l'université de Stanford et chargée de la politique internationale à l'Institute pour « Human-Centered Artificial Intelligence » de Stanford. Présidente du « Cyber Peace Institute »</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Discussion</li> </ul>
15h00		<b>10. "Pour la défense de la démocratie et de l'État de droit à l'ère de l'intelligence artificielle" : Présentation par M. Konstantinos Karachalios, Directeur général, IEEE-Standards Association</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Discussion</li> </ul>
16h00		<b>11. Dates et lieu des prochaines réunions</b>
16h15		<b>12. Toute autre question</b>
16h30		<b>Fin de la réunion</b>

## ANNEXE II – LISTE DES PARTICIPANTS

### MEMBER STATES OF THE COUNCIL OF EUROPE / ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

#### ALBANIA / ALBANIE

**Ms Sabrina QYPI**, Data Analyst, Department of Crime Investigation, Albania State Police / *Analyste de données, Département des enquêtes criminelles, Police d'État albanaise*

#### ANDORRA / ANDORRE

**Ms Olímpia TORRES BARROS**, Third Secretary, Service of General and Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs / *Troisième secrétaire, Service des affaires générales et juridiques, ministère des affaires étrangères*

**Ms Jordi ASCENSI**, Project coordinator, Andorra Innovation Hub – Andorra Research & Innovation / *Coordinateur de projet, Centre d'innovation d'Andorre - Recherche et innovation d'Andorre*

#### ARMENIA / ARMÉNIE

**Ms Zoya TOVMASYAN**, Department of Law and International Treaties, Ministry of Foreign Affairs / *Département du droit et des traités Internationaux, Ministère des affaires étrangères*

#### AUSTRIA / AUTRICHE

**Ms Julia FUITH**, Expert, Ministry for Digital and Economic Affairs / *Spécialiste, ministère fédéral des affaires numériques et économiques*

**Mr Martin HACKL**, Chief Digital Officer, Federal Ministry of Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice / *Chef de la direction numérique, ministère fédéral des affaires constitutionnelles, des réformes, de la déréglementation et de la justice*

#### AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

**Mr Gunay KAZIMZADE**, Executive Advisor on AI, E-GOV Development Center / *Conseiller exécutif sur l'IA, Centre de développement E-GOV*

**Ms Aziza VIDADI**, International Relations Specialist, Strategic Development and Communications Department, E-GOV Development Center / *Spécialiste des relations internationales, Département du développement stratégique et de la communication, Centre de développement E-GOV*

**Mr Samir MAMMADOV**, Senior AI Specialist, E-GOV Development Center / *Spécialiste principal en IA, Centre de développement E-GOV*

**BELGIUM / BELGIQUE**

**Ms Peggy VALCKE** – Vice-Chair of the CAHAI / vice-présidente du CAHAI and/et Co-Chair of the CAHAI-LFG / Co-Présidente du CAHAI-LFG

Professor of Law and Technology, Faculty of Law at the KU Leuven / *Professeur de droit et de technologie, Faculté de droit à la KU Leuven*

**Mme Laureline NOOTENS**, Data Protection Officer at the Ministry of the French Community / *Déléguée à la protection des données au sein du ministère de la Communauté française*

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZÉGOVINE**

**Mr Dag DZUMRUKCIC**, Minister counsellor, Department for International Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs / *Ministre conseiller, Département des affaires juridiques internationales, Ministère des affaires étrangères*

**BULGARIA / BULGARIE**

**Mme Janeta ROGOVA**, Head of Legal activity in the field of transport, communications and e-government Department, Legal Directorate, Ministry of Transport, Information Technology and Communications / *Chef de l'activité juridique dans le domaine du transport, des communications et du département de l'e-gouvernement, Direction juridique, Ministère des transports, des technologies de l'information et des communications*

**CROATIA / CROATIE**

**Mr Silvije ŠEREMET**, Head of eService Development Department in the Independent Sector for the Digitization of Justice and Public Administration, Ministry of Justice and Public Administration

**Ms Gordana LUČAR KORAČ**, Senior advisor specialist, Ministry of Justice and Public Administration / *Spécialiste conseillère principale, Ministère de la justice et de l'administration publique*

**CYPRUS / CHYPRE****CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHÈQUE**

**Ms Monika HANYCH**, Legal Counsellor, Office of the Government Agent before the European Court of Human Rights, Ministry of Justice / *Conseillère juridique, bureau de l'agent du Gouvernement auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, Ministère de la justice*

**Ms Adriana DERGAM**, Member of the Council to the Czech Government for Human Rights, Advisory Board of Lipo.Ink Innovation Center / *Membre du Conseil auprès du gouvernement tchèque pour les droits de l'homme, Conseil consultatif du Centre d'innovation Lipo.Ink*

**DENMARK / DANEMARK**

**Ms Anna SKOVRUP**, Head of Section, Office of Data Protection, Ministry of Justice, / *Chef de service, Bureau de la protection des données, Ministère de la justice*

**ESTONIA/ ESTONIE**

**Ms Siiri AULIK**, Adviser, Public Law Division, Ministry of Justice / *Conseillère, division du droit public, Ministère de la justice*

**Ms Jekaterina ILJINA**, Adviser, Ministry of Economics and Communications / *Conseillère, ministère de l'économie et des communications*

**Ms Elise MARECHAL**, Trainee, Permanent Representation of Estonia to the Council of Europe / *Stagiaire, Représentation permanente de l'Estonie auprès du Conseil de l'Europe*

**FINLAND / FINLANDE**

**Ms Mia SPOLANDER**, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Finland to the Council of Europe / *Adjointe au Représentant permanent, Représentation permanent de la Finlande auprès du Conseil de l'Europe*

**FRANCE**

**Mr Nicolas AMAR**, Deputy to the National Coordinator for Artificial Intelligence / *Adjoint au coordonnateur national pour intelligence artificielle*

**Mr Jérémy HUREAUX**, Deputy to the Ambassador for Digital Affairs, Ministry of Europe and Foreign Affairs / *Adjoint de l'ambassadeur pour le numérique, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*

**Ms Marine KETTANI**, Magistrate and Policy Officer at the Ministry of Justice, in charge of innovation and technology issues / *Magistrate et chargée de mission au Ministère de la Justice, en charge des questions d'innovation et de technologies*

**GEORGIA/ GÉORGIE**

**Mr Beka KENKADZE**, Senior Lawyer, Private Sector Oversight Department, State Inspector's Service / *Avocat principal, Direction de l'audit du secteur privé et de l'évaluation, Service d'inspection d'État*

**GERMANY / ALLEMAGNE**

**Ms Lena Kristina HOCKE, LL.M.**, Senior Lecturer, Unit Digital Strategy, Fundamental Issues of the Information Society / *LL.M. maître de conférences, unité stratégie numérique, questions fondamentales de la société de l'information*

**Ms Isabella FLORES OVIEDO**, Ministry of Justice and Consumer Protection / *Ministère fédéral de la justice et de la protection des consommateurs*

**Mr Tobias KATZSCHMANN**, Federal Ministry of Education and Research / *Ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche (Bundesministerium für Bildung und Forschung - BMBF)*

## GREECE / GRÈCE

**Ms Sofia KASTRANTA**, Deputy Legal Counsellor, Special Legal Department, Ministry of Foreign Affairs / *Conseillère juridique adjointe, Département juridique spécial, Ministère des affaires étrangères*

**Mr Konstantinos SFIKAS**, Directorate of Electronic Government, Department of Open Government, Ministry of Digital Governance / *Direction du gouvernement électronique, Service du gouvernement ouvert, Ministère de la Gouvernance numérique*

**Ms Kalliopi POLITOU**, Digital Strategy Directorate, Department of Digital Economy, Investments and Digital Skills, Ministry of Digital Governance / *Direction de la stratégie numérique, Département de l'économie numérique, des investissements et des compétences numériques, Ministère de la Gouvernance numérique*

**Ms Stamatina LEKKA**, Executive, Department of Open Governance and Transparency, Ministry of Digital Governance / *Executive, Département de la gouvernance ouverte et de la transparence, Ministère de la Gouvernance numérique*

## HUNGARY / HONGRIE

**Mr Zoltán TURBÉK** - Co-Chair of the CAHAI-PDG / Co-Président du CAHAI-PDG  
Director, Department of International Organizations, Ministry of Foreign Affairs and Trade / *Directeur du département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères et du commerce*

**Ms Kata BENCZE, Dr.**, Government High Counsellor, State Secretariat for Cooperation in International and European Justice Affairs, Ministry of Justice / *Haute conseillère du gouvernement, Secrétariat d'État à la coopération en matière de justice internationale et européenne, ministère de la justice*

**Mr Viktor SZABO**, Desk Officer, Ministry of Innovation and Technology / *Responsable de bureau, Ministère de l'innovation et de la technologie*

## ICELAND / ISLANDE

## IRELAND / IRLANDE

**Mr Fiachra BYRNE**, Justice Attaché, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Ireland to the Council of Europe / *Attaché de justice, Adjoint au Représentant permanent, Représentation permanente de l'Irlande auprès du Conseil de l'Europe*

**ITALY / ITALIE**

**Mr Riccardo VILLA** – Co-Chair of the CAHAI-LFG / Co-Président du CAHAI-LFG  
Counsellor, Deputy Head of Cyber Department, Directorate General Political and Security  
Affairs, Ministry of Foreign Affairs and International Co-operation, Rome / *Conseiller, Chef  
adjoint du département Cyber, Direction générale des affaires politiques et de sécurité,  
Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, Rome*

**Mr Marco BELLEZZA**, Chief Executive Officer, Infratel Italia S.p.A. / *Directeur général,  
Infratel Italia S.p.A.*

**Ms Serena DELL'AGLI**, Executive Assistant, Technical Secretariat of the Managing  
Director, Infratel Italia S.p.A. / *Assistant exécutif, Secrétariat technique du directeur général,  
Infratel Italia S.p.A.*

**Mr Raffaele FESTA**, Deputy to the Permanent Representative of Italy to the Council of  
Europe / *Adjoint au Représentant Permanent de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe*

**LATVIA / LETTONIE**

**Mr Jānis KĀRKLINŠ**, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent  
Representative of Latvia to the Council of Europe / *Ambassadeur extraordinaire et  
plénipotentiaire, Représentant permanent de la Lettonie auprès du Conseil de l'Europe*

**Ms Madara LANGE**, Trainee, Permanent Representation of Latvia to the Council of Europe /  
*Stagiaire, Représentation permanente de la Lettonie auprès du Conseil de l'Europe*

**LIECHTENSTEIN**

**Ms Alina BRUNHART**, Diplomatic Officer, Division for Security and Human Rights, Office  
for Foreign Affairs / *Diplomate, Division de la sécurité et des droits de l'homme, Office pour  
les Affaires Etrangères*

**LITHUANIA / LITUANIE**

**Mr Darius GAIDYS**, Ambassador for Digital Affairs, Ministry of Foreign Affairs /  
*Ambassadeur pour les affaires numériques, Ministère des affaires étrangères*

**Mr Petras JAKAVANOVIS**, Senior adviser, Digital Agenda Department, Ministry of  
Economy and Innovation / *Conseiller, Service de la stratégie numérique, Ministère de  
l'économie et de l'innovation*

**LUXEMBOURG**

**Ms Michèle FINCK**, Senior Research Fellow, Max Planck Institute for Innovation and  
Competition / *Chercheuse principale, Institut Max Planck pour l'innovation et la concurrence*

**MALTA / MALTE**

**Mr Trevor SAMMUT**, Chief Regulatory Officer, Malta Digital Innovation Authority / *Chef de  
la réglementation, Autorité de l'innovation numérique de Malte*

**REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**

**Ms Veronica CRETU**, Independent expert, Director of Strategy & Partnerships, Global Data Barometer / *Expert indépendant, Directrice de la stratégie et des partenariats du Global Data Barometer*

**Ms Corina CALUGARU**, Ambassador, Permanent Representative of the Republic of Moldova to the Council of Europe / *Ambassadeur, Représentante permanente de la République de Moldova auprès du Conseil de l'Europe*

**MONACO**

**Mme Hélène AMOURDEDIEU**, Policy officer, Head of the legal unit of the Interministerial Delegation in charge of Digital Transition / *Chargée de mission, responsable de la cellule juridique de la Délégation Interministérielle chargée de la Transition Numérique*

**MONTENEGRO****NETHERLANDS / PAYS-BAS**

**Mr Sander MUL**, Senior Policy Adviser, Ministry of Justice and Security / *Conseiller politique principal, Ministère de la justice et de la sécurité*

**Mr Floris KREIKEN**, Constitutional Advisor, Ministry of the Interior and Kingdom Relations / *Conseiller constitutionnel, Ministère de l'intérieur et des relations au sein du Royaume*

**Mr Michael VOS**, Senior Policy Advisor, AI Policy Team, Ministry of Justice and Security / *Conseiller politique principal, équipe chargée de la politique d'AI, Ministère de la justice et de la sécurité*

**Ms Monika MILANOVIĆ**, Legal Advisor Information Society, Ministry of the Interior and Kingdom Relations / *Conseillère juridique, Ministère de l'intérieur et des relations au sein du Royaume*

**NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD**

**Ms Elena BODEVA**, Head of Unit, Directorate for Multilateral Relations and Security Cooperation, Ministry of Foreign Affairs / *Chef d'unité, Direction des relations multilatérales et de la coopération en matière de sécurité, Ministère des affaires étrangères*

**Mr Ivica DIMITROVSKI**, PhD, Associate Professor, Faculty of Computer Science and Engineering, Ss.Cyril and Methodius University, Skopje / *Professeur agrégé, Faculté d'informatique et d'ingénierie, Université de Ss.Cyril et Methodius, Skopje*

**NORWAY / NORVÈGE**

**Ms Heather BROOMFIELD**, Senior Advisor / *Conseiller principal*

**Mr Truls Loke DESBANS**, Policy and Communications Officer, Permanent Mission of Norway to the Council of Europe / *Responsable de la politique et de la communication, mission permanente de la Norvège auprès du Conseil de l'Europe*

**POLAND / POLOGNE**

**Mr Robert KROPLEWSKI**, Plenipotentiary of the Minister of Digitization for the Information Society, Ministry of Digitization / *Plénipotentiaire du ministre de la numérisation pour la société de l'information, Ministère de la numérisation*

**Mr Piotr CHARKIEWICZ**, Chief specialist – judge, International Procedures of Human Rights Protection Division, Department of International Cooperation and Human Rights, Ministry of Justice / *Spécialiste en chef - juge, Division des procédures internationales de protection des droits de l'homme, Département de la coopération internationale et des droits de l'homme, Ministère de la justice*

**PORTUGAL**

**Mr Pedro ALMEIDA**, Legal Adviser, European Affairs Coordination Unit, Directorate-General for Justice Policy, Ministry of Justice / *Conseiller juridique, Unité de coordination des affaires européennes, Direction générale de la politique de la justice, Ministère de la justice portugais*

**ROMANIA / ROUMANIE**

**Mr Andrei DINCULESCU BIGHEA**, Counsellor, Government of Romania / *Conseiller, Gouvernement de la Roumanie*

**Mr Cosmin COSTACHE**, Government of Romania / *Gouvernement de la Roumanie*

**RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE**

**Ms Maria ALEEVA**, Counsellor, Division of Institutions of Innovation Development of the Department for Strategic Development and Innovation at the Ministry of Economic Development of the Russian Federation / *Conseillère de la division des institutions de développement de l'innovation du département pour le développement stratégique et l'innovation au ministère du développement économique de la Fédération de Russie*

**Ms Sofia ZAKHAROVA**, Head of the Department, Presidential Directorate for the Development of ICT and Communication Infrastructure / *Chef du Service, Direction présidentielle pour le développement des TIC et des infrastructures de communication*

**Mr Konstantin KOSORUKOV**, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe / *Adjoint au Représentant permanent, Représentation permanente de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe*



**Mr Alexey SAZHINOV**, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe / *Adjoint au Représentant permanent, Représentation permanente de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe*

**Mr Alan KHUBAEV**, Executive Officer, Department for Information Security, Ministry of Digital Development, Communication and Mass Media / *Directeur exécutif, Département de la sécurité de l'information, Ministère du développement numérique, de la communication et des médias*

**Mr Andrey NEZNAMOV**, Co-Chair of the CAHAI-COG / Co-Président du CAHAI-COG  
Senior researcher of the Russian Academy of Science, Executive director for AI regulation, Sberbank / *Chercheur principal de l'Académie des sciences de Russie, Directeur exécutif pour la réglementation de l'IA, Sberbank*

**Mr Oleg GAVRILOV**

#### **SAN MARINO / SAINT-MARIN**

**Mr Nicola FABIANO**, President, Data Protection Authority / *Président de l'autorité de protection des données*

#### **SERBIA / SERBIE**

**Ms Dara GRAVARA STOJANOVIC**, Head of the eGovernment Department, Ministry of Public Administration and Local Self-Government / *Chef du département eGouvernement, Ministère de l'administration publique et des collectivités territoriales*

#### **SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

**Ms Jana NOVOHRADSKA**, Office of the Deputy Prime Minister of the Slovak Republic for Investments and Informatization / *Bureau du vice-premier ministre de la République Slovaque chargé des investissements et de l'informatisation*

**Ms Barbora ŠIKUTOVA**, Legal expert, International Law Section, Department of European Affairs and Foreign Relations Ministry of Justice / *Juriste expert, Section du droit international, Département des affaires européennes et des relations extérieures Ministère de la justice*

#### **SLOVENIA / SLOVÉNIE**

**Mr Gregor STROJIN** - Chair of the CAHAI / Président du CAHAI  
Advisor to the President, Supreme Court of the Republic of Slovenia / *Conseiller du Président, Cour suprême de la République de Slovénie*

**Mr Nick LOGOFETOV**, Legal adviser, Office for International Cooperation and Mutual Legal Assistance, Ministry of Justice / *Conseiller juridique, Bureau de la coopération internationale et de l'assistance juridique mutuelle, ministère de la justice*

**Mr Marko GROBELNIK**, Expert researcher in the field of Artificial Intelligence (AI), Department for Artificial Intelligence, Jozef Stefan Institute, Slovenia / *Chercheur expert dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), Département de l'intelligence artificielle, Institut Jozef Stefan, Slovénie*

**Ms Irena VOGRINČIČ**, Undersecretary, Ministry of Justice / *Sous-secrétaire, Ministère de la justice*

## **SPAIN / ESPAGNE**

**Mr Juan Ignacio IQUINO LAFUENTE**, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Spain to the Council of Europe / *Adjoint au Représentant permanent de l'Espagne auprès du Conseil de l'Europe*

**Mr Mario HERNANDEZ RAMOS**, Senior Adviser, General Directorate Legal International Cooperation and Human Rights, Ministry of Justice / *Conseiller principal, Direction générale de la coopération juridique internationale et des droits de l'homme, Ministère de la justice*

**Mr Alberto MERCHANTTE**, Senior Adviser, State Secretariat for Digitalisation and Artificial Intelligence, Ministry of Economic Affairs and Digital Transformation / *Conseiller principal, Secrétariat d'État à la numérisation et à l'intelligence artificielle, ministère de l'économie et de la transformation numérique*

**Mr Ricardo SANZ**, Professor of Systems and Autonomous Engineering in the Technical University of Madrid, Researcher of the joint centre CSIC-UPM on Autonomous Systems and Robotics / *Professeur d'ingénierie des systèmes et d'ingénierie autonome à l'Université technique de Madrid, chercheur du centre commun CSIC-UPM sur les systèmes autonomes et la robotique*

**Ms María BARROSO**, Secretary of State for Digitalization and Artificial Intelligence, Ministry of Economic Affairs and Digital Transformation / *Secrétaire d'État au numérique et à l'intelligence artificielle, ministère de l'économie et de la transformation numérique*

**Mr Miguel VALLE DEL OLMO**, Area Coordinator – International, Ethics and research, Ministry of Economic Affairs and Digital Transformation / *Coordinateur de secteur - International, éthique et recherche, ministère de l'économie et de la transformation numérique*

## **SWEDEN / SUÈDE**

**Mr Magnus NORDSTRÖM**, Deputy Director, Europe Division, Department for European Security Policy, Ministry for Foreign Affairs / *Directeur adjoint, Division Europe, Département de la politique de sécurité européenne, Ministère des affaires étrangères*

## **SWITZERLAND / SUISSE**

**Mr Roger DUBACH**, Ambassador, Federal Department of Foreign Affairs, Deputy Director Directorate of Public International Law, Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA) / *Ambassador, département fédéral des affaires étrangères, vice-directeur de la direction du droit international public, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)*

**Mr Thomas SCHNEIDER**, Ambassador, Director of International Affairs, Swiss Federal Office of Communication (OFCOM), Swiss Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications (DETEC) / *Ambassadeur, Directeur des affaires internationales, Office fédéral de la communication (OFCOM), Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)*

**Mr Jürg LINDENMANN**, Advisor, Directorate of International Law (DIP), Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA) / *Conseiller, Direction du droit international public, Département fédéral des affaires étrangères*

**Mr Boris INDERBITZIN**, Advisor, Directorate of International Law (DIP), Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA) / *Conseiller, Direction du droit international (DIP), Département fédéral suisse des affaires étrangères (DFAE)*

**Ms Livia WALPEN**, Senior Policy Advisor International Relations, Swiss Federal Office of Communication (OFCOM), Swiss Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications (DETEC) / *Conseiller politique principal en relations internationales, Office fédéral de la communication (OFCOM), Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)*

## TURKEY / TURQUIE

**Ms İşıl Selen DENEMEÇ, LL.M.**, Expert, Legal Consultancy Department, Digital Transformation Office of the Presidency of the Republic of Turkey / *Expert, Service de conseil juridique, Présidence de la République de Turquie – Bureau de la transformation numérique*

**Mr Eren SÖZÜER**, Research Associate, Istanbul University Faculty of Law / *Associé de recherche, Faculté de droit de l'Université d'Istanbul*

**Ms Leyla KESER BERBER, Prof., Dr.**, Professor & Director, IT Law Institute, University of Bilgi / *Professeur et Directeur, Institut de droit informatique, Université de Bilgi*

**Mr İsmet GÜVENÇ KAYAŞ**, Rapporteur Judge, DG for Foreign Relations and EU Affairs, Ministry of Justice / *Rapporteur Juge, DG des relations extérieures et des affaires européennes, Ministère de la justice*

**Mr Nevzat OZMEN BEY**, Rapporteur Judge, Ministry of Justice DG for Foreign Relations and EU Affairs, Ministry of Justice / *Rapporteur Juge, DG des relations extérieures et des affaires européennes, Ministère de la justice*

**Ms Güldane Benan AKBAŞ**, EU Expert, Ministry of Science and Technology – DG for EU and Foreign Affairs / *Expert de l'UE, Ministère des sciences et de la technologie – DG pour l'UE et les Affaires étrangères*

**Mr Ege ERENEL**, Deputy to the Permanent Representative / *Adjoint au Représentant permanent*

**Ms Zümrüt MÜFTÜOĞLU**, Expert, Presidency of the Republic of Turkey – Digital Transformation Office / *Expert, Présidence de la République de Turquie – Bureau de la transformation numérique*

**UKRAINE**

**M. Oleksandr KOMPANIETS**, Director of the Digital Economy Directorate, Ministry of Digital Transition / *Directeur de la Direction de l'économie numérique, Ministère de la transition numérique*

**Mr Hordii RUMIANTSEV**, Ministry of Digital Transformation of Ukraine / *Ministère de la Transformation numérique de l'Ukraine*

**Mr Volodymyr BEHEIL**, Head of Expert Group on AI, Ministry of Digital Transformation of Ukraine / *Chef du groupe des experts sur l'IA, Ministère de la Transformation numérique de l'Ukraine*

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

**Mr David LESLIE**, Research Team Leader in Data Ethics, Governance and Regulation of Digital Technologies, Applied Ethics of Artificial Intelligence, and AI and Society, The Alan Turing Institute / *Chef d'équipe de recherche en éthique des données, gouvernance et réglementation du numérique technologies, éthique appliquée de l'intelligence artificielle, IA et société, l'institut Alan Turing*

**Ms Rose WOOLHOUSE**, Head of Europe Desk at the UK Government Office for Artificial Intelligence / *Chef du bureau Europe au Bureau du gouvernement britannique pour l'intelligence artificielle*

**Ms Melissa COUTINHO**, Senior Lawyer in the Products, Business & Better Regulation Unit of the Department for Business, Energy and Industrial Strategy / *Juriste principale au sein de l'unité "Produits, entreprises et meilleure réglementation" du ministère des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle*

**Ms Megan WILSON**, EU Policy Advisor, Department for Digital, Culture, Media and Sport / *Conseillère politique de l'UE, Département pour le numérique, la culture, les médias et les sports*

**Mr Cailean OSBORNE**, Centre for Data Ethics and Innovation / *Centre pour l'éthique des données et l'innovation*

**Ms Damini SATIJA**, Senior Policy Advisor at the Centre for Data Ethics and Innovation / *Conseiller politique principal au Centre pour l'éthique des données et l'innovation*

**Mr Christopher THOMAS**, Policy Advisor in the AI Assurance team / *Conseiller politique dans l'équipe AI Assurance*

**Ms Louiza ANTONIADES**, Lawyer, Department for Business, Energy and Industrial Strategy / *Juriste, ministère des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle*

\*\*\*

**COUNCIL OF EUROPE BODIES AND INSTITUTIONS /  
ORGANES ET INSTITUTIONS DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE (PACE) / ASSEMBLÉE  
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE (APCE)**

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES / CONGRES DES POUVOIRS  
LOCAUX ET REGIONAUX**

**Mr Roman CHLAPAK**, Secretary, Governance Committee / *Secrétaire, Comité de  
gouvernance*

**EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS (ECHR) / COUR EUROPEENNE DES DROITS  
DE L'HOMME (CEDH)**

**COUNCIL OF EUROPE COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS / COMMISSAIRE AUX  
DROITS DE L'HOMME DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES OING  
DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Ms Francesca FANUCCI**, Senior legal advisor at European Center for Not-for-Profit Law /  
*Conseiller juridique principal au Centre européen pour le droit des associations à but non  
lucratif*

**Mr Didier SCHRETTTER**, Representative of the Conference of INGOS, Chair of the  
European Association for Audiovisual Media Education (EAAME) / *Représentant de la  
Conférence des OING, Président de l'Association Européenne pour l'Éducation aux Médias  
Audiovisuels (AEEMA)*

**COMMITTEES AND OTHER COUNCIL OF EUROPE BODIES ENGAGED IN RELATED  
WORK / COMITÉS OU AUTRES ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE ENGAGÉS  
DANS DES TRAVAUX CONNEXES**

**AD HOC COMMITTEE FOR THE RIGHTS OF THE CHILD / COMITÉ AD HOC POUR LES  
DROITS DE L'ENFANT (CAHENF)**

**ADVISORY COUNCIL ON YOUTH / CONSEIL CONSULTATIF POUR LA  
JEUNESSE (CCJ)**

**Ms Emilija GAGRČIN**, Representative of the Advisory Council on Youth (CCJ) /  
*Représentante du Conseil Consultatif pour la Jeunesse (CCJ)*

**CONSULTATIVE COMMITTEE – DATA PROTECTION / COMITE CONSULTATIF-  
PROTECTION DES DONNEES (T-PD)**

**Ms Alessandra PIERRUCCI**, Chair of the T-PD / *Présidente du T-PD*

**Mr Tamar KALDANI**, member and Vice-chair of the T-PD / *membre et vice-président du T-PD*

**Mr Alessandro MANTELERO**, Associate Professor of Private Law and Law & Technology at the Polytechnic University of Turin / *Professeur associé de droit privé et de droit et technologie à l'Université polytechnique de Turin*

**Ms Isabelle SERVOZ-GALLUCCI**, Head of the Data Protection Unit / *Chef de l'Unité Protection des données*

**CULTURAL SUPPORT FUND / FONDS CULTUREL (EURIMAGES)**

**EUROPEAN AUDIOVISUAL OBSERVATORY / OSERVATOIRE EUROPÉEN DE  
L'AUDIOVISUEL**

**EUROPEAN COMMISSION FOR THE EFFICIENCY OF JUSTICE / COMMISSION  
EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE (CEPEJ)**

**Ms Merethe ECKHARDT**, Member of the Working Group on the Quality of Justice of the CEPEJ, Director of Development, The Danish Court Administration, Centre for Law, Training and Communication, / *Membre du groupe de travail sur la qualité de la justice du CEPEJ, Directeur du développement, Administration de la Cour danoise, Centre de droit, de formation et de communication*

**EUROPEAN COMMISSION AGAINST RACISM AND INTOLERANCE / COMMISSION  
EUROPEENNE CONTRE LE RACISME ET L'INTOLERANCE (ECRI)**

Apologised / Excusé

**EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS / COMITE EUROPEEN POUR LES  
PROBLEMES CRIMINELS (CDPC)**

**EUROPEAN COMMITTEE ON DEMOCRACY AND GOVERNANCE / COMITE  
EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)**

**Mr Peter ANDRE**, CDDG Rapporteur on Democracy and Technology, Senior Expert for legal affairs, Federal Ministry of Interior of Austria / *Rapporteur du CDDG sur la démocratie et la technologie, Expert principal pour les affaires juridiques, Ministère fédéral de l'intérieur d'Autriche*

**Univ.-Prof. Mag. Dr. Peter PARYCEK**, MAS MSc, Head of Department for E-Governance and Administration, Donau-Universität Krems

**Ms Judith ORLAND**, Program Manager Democracy and AI, Democratic Governance Division, CDDG Secretariat / *Chef de programme Démocratie et IA, Division de la gouvernance démocratique, Secrétariat du CDDG*

#### **EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL COOPERATION / COMITE EUROPEEN DE COOPERATION JURIDIQUE (CDCJ)**

#### **EUROPEAN STEERING COMMITTEE FOR YOUTH / COMITÉ DIRECTEUR EUROPÉEN POUR LA JEUNESSE (CDEJ)**

#### **GENDER EQUALITY COMMISSION / COMMISSION POUR L'EGALITE DE GENRE (GEC)**

**Ms Käthlin SANDER**, Head of Gender Equality Policy, Estonian Ministry of Social Affairs, Estonian representative in the GEC / *Responsable de la politique d'égalité des sexes, ministère estonien des affaires sociales, représentant estonien au sein du GEC*

**Mme Cécile GREBOVAL**, Programme Manager Gender Mainstreaming / Gender Equality Advisor, / *Responsable de programme, Gender Mainstreaming, Conseillère en matière d'égalité entre les femmes et les hommes*

#### **STEERING COMMITTEE ON ANTI-DISCRIMINATION, DIVERSITY AND INCLUSION / COMITÉ DIRECTEUR SUR L'ANTI-DISCRIMINATION, LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION (CDADI)**

**Mr Erik ADELL HELLSTRÖM**, L.L.M., Desk Officer, EU- and International Affairs Coordinator, Division for Discrimination Issues, Human Rights and Child Rights Policy, Ministry of Employment, Sweden / *Chargé de mission, Coordinateur des affaires européennes et internationales, Division des questions de discrimination, de la politique des droits de l'homme et des droits de l'enfant, Ministère de l'emploi, Suède*

#### **STEERING COMMITTEE FOR CULTURE, HERITAGE AND LANDSCAPE COMITE DIRECTEUR DE LA CULTURE, DU PATRIMOINE ET DU PAYSAGE (CDCPP)**

**Ms Giuliana DE FRANCESCO**, Head of Unit, European Multilateral Relations, Department for Coordination and UNESCO Office, Ministry for Cultural Heritage and Cultural Activities / *Chef d'unité, Relations multilatérales européennes, Département de la coordination et Bureau de l'UNESCO, Ministère du patrimoine culturel et des activités culturelles*

**STEERING COMMITTEE FOR EDUCATION POLICY AND PRACTICE / COMITE DIRECTEUR POUR LES POLITIQUES ET PRATIQUES EDUCATIVES (CDPPE)**

**Mr Ahmet Murat KILIC**, Education Policy Division / *Division Politiques éducatives*

**Ms Francesca OSIMA**, Trainee, Education Policy Division / *Stagiaire, Division Politiques éducatives*

**STEERING COMMITTEE ON HUMAN RIGHTS / COMITÉ DIRECTEUR DES DROITS DE L'HOMME (CDDH)**

**STEERING COMMITTEE ON MEDIA AND INFORMATION SOCIETY / COMITE DIRECTEUR SUR LES MEDIAS ET LA SOCIETE DE L'INFORMATION (CDMSI)**

**COMMITTEE OF EXPERTS ON THE EVALUATION OF ANTI-MONEY LAUNDERING MEASURES AND THE FINANCING OF TERRORISM / COMITE D'EXPERTS SUR L'EVALUATION DES MESURES DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME (MONEYVAL)**

**VENICE COMMISSION / COMMISSION DE VENISE**

**Mr Michael JANSSEN**, Legal Adviser, Elections and Political Parties, Secretariat of the Venice Commission / *Conseiller juridique, Elections et partis politiques, Secrétariat de la Commission de Venise*

**EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE**

**DELEGATION OF THE EUROPEAN UNION TO THE COUNCIL OF EUROPE / DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Ms Maria Cristina DI MAURO**, Legal Affairs Trainee / *Stagiaire en affaires juridiques*

**EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE**

**Ms Yordanka IVANOVA**, Legal and Policy Officer, DG CNECT (Communications Networks, Content and Technology)

**EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / CONTROLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNEES (CEPD)**

**Mr Xabier LAREO**, Technology and security officer, Technology and Privacy unit / *Agent de la technologie et de la sécurité, unité Technologie et vie privée*



**Mr Plamen ANGELOV**, Legal Officer, Policy & Consultation Unit, / Juriste, unite politique et consultation

**Ms Maria-Alexandra ENESCU**, Bluebook Trainee / *Stagiaire « Bluebook »*

## **FUNDAMENTAL RIGHTS AGENCY (FRA) / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPEENNE**

**Ms Jana GAJDOSOVA**, Programme Manager - Just, Digital and Secure Societies, Research & Data Unit / *Gestionnaire de programme - Sociétés justes, numériques et sûres, Unité de recherche et de données*

**Mr David REICHEL**, Project manager / *Chef de projet*

## **OBSERVERS STATES TO THE CAHAI / ETATS OBSERVATEURS DU CAHAI**

### **CANADA**

**Mr Michael ZANETTE**, Senior Analyst, Global Affairs Canada, Government of Canada / *Analyste principal, Affaires Mondiales Canada, Gouvernement du Canada*

**Ms Lesia STANGRET**, Legal Officer, Global Affairs Canada, Government of Canada / *Juriste, Affaires Mondiales Canada, Gouvernement du Canada*

**Mr Tebello MOROJELE**, Legal Officer, Global Affairs Canada, Government of Canada / *Juriste, Affaires Mondiales Canada, Gouvernement du Canada*

**Mr Dalbir SINGH**, Senior Policy and Research Analyst, Policy, Research and Parliamentary Affairs Directorate, Office of the Privacy Commissioner of Canada / *Analyste principal des politiques et de la recherche, Direction des politiques, de la recherche et des affaires parlementaires, Commissariat à la protection de la vie privée du Canada*

### **HOLY SEE / SAINT SIEGE**

**Mr Paolo BENANTI**, Extraordinary Professor, Faculty of Theology - Department of Moral Theology, Pontifical Gregorian University / *Professeur extraordinaire, Faculté de théologie - Département de théologie morale, Université Pontificale Grégorienne*

### **ISRAEL / ISRAËL**

**Mr Cedric Yehuda SABBAH**, Director, International Cybersecurity & IT Law, Office of the Deputy Attorney General (International Law), Ministry of Justice / *Directeur, Cybersécurité internationale et droit des technologies de l'information, Bureau du procureur général adjoint (droit international), Ministère de la Justice*

**Mr Tamir GUR**, Ministry of Justice / *Ministère de la justice*

**Ms Hila TENE-GILAD**, Ministry of Justice / *Ministère de la justice*

**Mr Yael WEINER**, Ministry of Justice / *Ministère de la justice*

**JAPAN / JAPON**

**Mr Yoichi IIDA**, Deputy Director General for G7 and G20 Relations, Global Strategy Bureau, Ministry of Internal Affairs and Communications / *Directeur général adjoint pour les relations avec le G7 et le G20, Bureau de la stratégie mondiale, Ministère de l'intérieur et des communications*

**Ms Akiko EJIMA**, Professor, Meiji University Law School / *Professeur, Faculté de droit de l'université de Meiji*

**Mr Takuya IZUMI**, Director for Information Policy, Commerce and Information Policy Bureau, Ministry of Economy, Trade and Industry / *Directeur de la politique d'information, Bureau de la politique du commerce et de l'information, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie*

**Ms Chihiro SAITO**, Consul, Consulate General of Japan in Strasbourg / *Consul, Consulat général du Japon à Strasbourg*

**MEXICO / MEXIQUE**

**Mr Joel GOMEZTREVIÑO**, Dr., Founding Chairman of the Mexican Academy of Digital Law (AMDÍ), (CAHAI-LFG expert) / *Président fondateur de l'Académie mexicaine de droit informatique (AMDÍ) (expert du CAHAI-LFG)*

**Ms María Noemí HERNÁNDEZ TÉLLEZ**, Deputy Permanent Observer / *Observateur Permanent Adjoint*

**UNITED STATES OF AMERICA / ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE****OTHER INTERNATIONAL ORGANISATIONS / AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

**Organisation for Security and Cooperation in Europe (OSCE) / Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)**

**Ms Julia HAAS**, Assistant Project Officer, Office of the Representative on Freedom of the Media / *Assistant chargé de projet, Bureau du Représentant pour la liberté des médias*

**Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) / Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**

**Ms Karine PERSET**, Administrator – Artificial Intelligence Policy Observatory, Digital Economy Policy Division; Science, Technology and Innovation Directorate / *Administrateur - Observatoire des politiques d'intelligence artificielle, Division de la politique de l'économie numérique, Direction de la science, de la technologie et de l'innovation*

**Ms Laura GALINDO**, Consultant, Artificial Intelligence Policy Observatory, Digital Economy Policy Division; Science, Technology and Innovation Directorate / *Consultante, Observatoire des politiques d'intelligence artificielle, Division de la politique de l'économie numérique, Direction de la science, de la technologie et de l'innovation*

**Office of the United Nations' Envoy on Technology / Bureau de l'envoyé des Nations Unies pour la technologie**

**Ms Yu Ping CHAN**, Senior Programme Officer, / *Chargé de programme principal*

**United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) / Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)**

**Mr Prateek SIBAL**, Artificial Intelligence and Policy Consultant, Digital Innovation and Transformation Section / *Consultant en intelligence artificielle et en politique, section Innovation et transformation numériques*

**Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights**

**United nations of international children's emergency fund (UNICEF) / Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)**

**World Health Organisation (WHO) / Organisation mondiale de la santé (OMS)**

## **OBSERVERS / OBSERVATEURS**

**EUROPEAN NETWORK OF NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS / RÉSEAU EUROPÉEN DES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (ENNHRI)**

**COUNCIL OF EUROPE PARTNER INTERNET COMPANIES / ENTREPRISES INTERNET PARTENAIRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**APPLE**

**AT&T**

**BT**

**CLOUDFLARE**

**COMPUTER & COMMUNICATIONS INDUSTRY ASSOCIATION (CCIA)**

**DEUTSCHE TELEKOM**

**DIGITALEUROPE**

**ELEMENT AI (SALESFORCE)**

**EuroISPA**

**European Digital SME Alliance**

**Mr George SHARKOV, Dr.**, AI and ETSI TC CYBER Expert for European DIGITAL SME Alliance, Member of the European Commission High-level Expert Group on AI, Member of European DIGITAL SME Alliance's SME Focus Group on AI / *Expert AI et ETSI TC CYBER pour European DIGITAL SME Alliance, membre du groupe d'experts de haut niveau de la Commission européenne sur l'AI, membre du groupe de réflexion sur les PME de European DIGITAL SME Alliance*

**European Telecommunications Network Operators' Association (ETNO)**

**FACEBOOK**

**GLOBAL NETWORK INITIATIVE (GNI)**

**GOOGLE**

**GSMA**

**IBM**

**Mr Barry O'BRIEN**, Government and Regulatory Affairs Executive / *Exécutif des affaires gouvernementales et réglementaires*

**ICCO**

**IEEE SA**

**INTEL**

**ISOC**

**MICROSOFT**

**Ms Evdoxia NERANTZI**, Policy Manager, European Government Affairs / *Responsable politique, Affaires gouvernementales européennes*

**KASPERSKY**

**ORANGE**

**RIPE NCC**

**TELEFÓNICA**

**Ms Paloma VILLA MATEOS**, Manager, Public Policy & Internet / *Gestionnaire, Politique publique et Internet*

**Mr Gonzalo LOPEZ BARAJAS**, Manager, Public Policy & Internet / *Gestionnaire, Politique publique et Internet*

**Mr Pablo BARRIONUEVO**, Manager, Public Policy & Internet / *Gestionnaire, Politique publique et Internet*

**CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS, OTHER PRIVATE SECTOR AND ACADEMIC ACTORS RELEVANT TO THE WORK OF THE CAHAI / ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, AUTRES ACTEURS DU SECTEUR PRIVE ET ACADEMIQUE, CONCERNES PAR LES TRAVAUX DU CAHAI**

**ACCESS NOW**

**AI TRANSPARENCY INSTITUTE**

**Ms Eva THELISSON**, Executive Director, Ph.D / Directrice exécutive, Ph.D.

**Mrs Olivia ERDELYI**, Lecturer in AI Law, University of Canterbury (New Zealand) / *Chargé de cours en droit de l'IA, Université de Canterbury (Nouvelle-Zélande)*

**ALGORITHMWATCH PLATFORM**

**Ms Angela MUELLER**, PhD/Dr.des, Team Lead Policy & Advocacy / *Chef d'équipe politique et plaidoyer*

**Ms Anne MOLLEN**, Policy Manager / *Responsable politique*

**ALLAI**

**CENTER FOR AI AND DIGITAL POLICY, MICHAEL DUKAKIS INSTITUTE (CAIDP)**

**Mr Merve HICKOK**, Research Director / *Directeur de recherche*

**CENTRE FOR DEMOCRACY AND RULE OF LAW (CEDEM)**

**COUNCIL OF BARS AND LAW SOCIETIES OF EUROPE / CONSEIL DES BARREAUX EUROPEENS (CCBE)**

**EUROPEAN ASSOCIATION OF DATA PROTECTION PROFESSIONALS (EADPP)**

**Mr Constantinos TSIOURTOS**, Advisor to the Chair / *Conseiller de la présidence*

**EUROPEAN EXPERTISE & EXPERT INSTITUTE (EEEI)**

## **HOMO DIGITALIS**

**Mr Eleftherios CHELIOUDAKIS**, Co-founder and Secretary of the Board of Directors / *Co-fondateur et secrétaire du conseil d'administration*

## **HUMAN RIGHTS WATCH**

### **INTERNATIONAL BAR ASSOCIATION (IBA)**

**Mr Anurag BANA**, Senior Legal Advisor IBA Legal Policy and Research Unit, member of the IBA Working Group on AI & Human Rights / *Conseillère juridique principale, Unité des politiques juridiques et de la recherche, membre du groupe de travail de l'IBA sur l'IA et les droits de l'homme*

**Ms Theodora CHRISTOU, Dr.**, Convenor of Transnational Law and Governance, School of Law, Queen Mary University of London and member of the IBA Working Group on AI / *Convenor de Droit et gouvernance transnationaux, École de droit, Université Queen Mary de Londres et membre du groupe de travail de l'IBA sur l'IA*

### **INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE (ICC)**

### **INTERNATIONAL RESEARCH CENTRE ON ARTIFICIAL INTELLIGENCE (IRCAI)**

**Ms Mihajela CRNKO**, Chief PR Officer / *Chef des relations publiques*

**Professor Colin DE LA HIGUERA**, Chief Equality Advocate

## **MEDIALAWS**

### **NATIONAL INSTITUTE FOR RESEARCH IN DIGITAL SCIENCE AND TECHNOLOGY / INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET EN AUTOMATIQUE (INRIA)**

**Mme Marianne WILLAERT**, Responsible on European Collaborations on AI / *Responsable des collaborations européennes sur l'IA*

## **THE FUTURE SOCIETY**

**CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS HAVING APPLIED FOR OBSERVER STATUS  
/ ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE AYANT DEMANDE LE STATUT  
D'OBSERVATEUR**

**GLOBAL PARTNERS DIGITAL**

**Mr Richard WINGFIELD**, Head of Legal / *Chef des affaires juridiques*

**ISTANBUL BAR ASSOCIATION**

**Ms Selin ÇETIN**, Coordinator of the AI Working Group, IT Law Commission / *Coordinateur du groupe de travail sur l'IA, Commission du droit des technologies de l'information*

**LAW SOCIETY OF IRELAND**

**Ms Labhaoise NI FHAOLAIN**, Researcher in AI Regulation and Governance and member of the Law Society's Technology Committee / *Chercheur en réglementation et gouvernance de l'IA et membre du comité technologique de la Law Society*

**PARTNERSHIP ON AI**

**Ms Rebecca FINLAY**, Acting Executive Director / *Directrice exécutive par intérim*

**Mr Mark LATONERO**, Senior Policy Advisor / *Conseiller politique principal*

**VDE e.V. - ASSOCIATION FOR ELECTRICAL, ELECTRONIC & INFORMATION  
TECHNOLOGIES**

**Mr Sebastian HALLENSLEBEN, Dr.**, Head of Digitalisation & AI at VDE and Chair of JTC21 (AI) at CEN-CENELEC / *Responsable de la numérisation et de l'IA au VDE et président du JTC21 (IA) au CEN-CENELEC*

**CONSULTANTS & INDEPENDENT EXPERTS / CONSULTANTS ET EXPERTS  
INDEPENDANTS**

**Lord Tim CLEMENT-JONES**, Co-Chair All-Party Parliamentary Group on AI & Former Chair, House of Lords Select Committee on AI / *Co-président du groupe parlementaire multipartite sur l'IA et ancien président de la commission spéciale de la Chambre des Lords sur l'IA*

**Ms Nathalie SMUHA**, Independent Expert - Researcher in Law and Ethics of Technology at the KU Leuven Faculty of Law & Head of AI4Belgium's Ethics & Law Working Group / *Expert indépendant - Chercheur en droit et éthique des technologies à la Faculté de droit de la KU Leuven et Chef du groupe de travail "Ethique et droit" d'AI4Belgium*



**Mr Marc-Antoine DILHAC, PhD**, Professor of philosophy, University of Montréal; CIFAR Chair in AI Ethics at Mila-Quebec Artificial Intelligence Institute; Director of Algora Lab / *Professeur de philosophie, Université de Montréal ; Chaire CIFAR en éthique de l'IA à l'Institut d'Intelligence Artificielle de Mila-Québec ; Directeur du laboratoire Algora*

### GUEST SPEAKERS / INTERVENANTS INVITES

**Ms Marietje SCHAAKE**, International policy director at Stanford University Cyber Policy Center and international policy fellow at Stanford's Institute for Human-Centered Artificial Intelligence and President of the Cyber Peace Institute / *Directrice de la politique internationale au Cyber Policy Center de l'université de Stanford, chargé de la politique internationale à l'Institute for Human-Centered Artificial Intelligence de Stanford et présidente du Cyber Peace Institute*

**Mr Konstantinos KARACHALIOS, Dr. Ing.**, Managing Director, IEEE SA / *Directeur Général, IEEE SA*

\*\*\*

### SECRETARIAT GENERAL OF THE COUNCIL OF EUROPE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU CONSEIL DE L'EUROPE

#### DIRECTORATE GENERAL OF HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION GÉNÉRALE DES DROITS DE L'HOMME ET DE L'ÉTAT DE DROIT (DG I)

**Mr Jan KLEIJSEN**, Director, Information Society – Action against Crime, Council of Europe / *Directeur, Société de l'Information – Lutte contre la Criminalité, Conseil de l'Europe*

**Mr Patrick PENNINGCKX** – Apologised / Excusé  
 Head of Department, Information Society Department / *Chef du Service de la société de l'information*

#### DIRECTORATE GENERAL OF DEMOCRACY / DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DÉMOCRATIE (DG II)

**Ms Claudia LUCIANI**, Director, Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / *Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance*

### SECRETARIAT OF THE CAHAI / SECRÉTARIAT DU CAHAI

**Ms Clementina BARBARO** - Co-Secretary of CAHAI / *Co-Secrétaire du CAHAI*

**Mr Kristian BARTHOLIN** - Co-Secretary of CAHAI / *Co-Secrétaire du CAHAI*

**M. Yannick MENECEUR** - Policy Adviser / *Conseiller en politiques*

**Mr Aleksandr TIULKANOV** – Special advisor on digital developments / *Conseiller spécial sur les développements numériques*

**Mme Laetitia DIMANCHE** - Project Assistant / *Assistante du projet*

**Ms Lucy ANCELIN** - Assistant to the CAHAI / *Assistante du CAHAI*

**Ms Claire ROBINS** - Secretariat, Counter-Terrorism / *Secrétariat, Anti-terrorisme*

**Mr Rafael ISMAYILOV** – Trainee / Stagiaire

\*\*\*

## **INTERPRETERS / INTERPRÈTES**

**Mme Lucie DE BURLET**

**Mme Chloé CHENETIER**

**Mme Corinne McGEORGE**